

473 députés, suivant le système électoral majoritaire qui assigne, dans chaque circonscription 80 p.c. des sièges à la liste obtenant la majorité même relative.

Bien qu'à première vue, le succès des gauches apparaisse inattendu, en réalité, il n'a rien d'extraordinaire. Même aux élections de novembre 1933, la gauche avait eu la majorité des voix et c'est uniquement parce qu'elle est allée aux urnes, beaucoup plus divisée que la droite qu'elle avait perdu tant de sièges.

Cette fois-ci, le « Front Populaire » eut l'appui généralisé des anarco-syndicalistes, non seulement du Parti syndicaliste de Pestana — qui a adhéré au « Front Populaire » — mais des masses de la C.N.T. Au cours d'un grand meeting à Saragosse, plusieurs des dirigeants de la C. N. T. soutinrent que l'organisation restait apolitique, mais que ses membres étaient libres de voter ou non pour le « Front Populaire ».

Le Comité Régional de Barcelone, dirigé par les anarchistes de la Fédération anarchiste ibérique (les mêmes qui, en octobre 1934, en « bons anarchistes anti-autoritaires », avaient donné l'ordre de reprendre le travail sans consulter les masses) convoqua des réunions pour discuter le problème électoral. Il commença par proposer de « modérer » la position abstentionniste et finit par inviter, deux jours avant les élections, les membres de la C. N. T., à voter pour les candidatures du Front Populaire, qui avaient l'amnistie à leur programme.

On connaît les résultats des élections : majorité absolue du « Front Populaire », effondrement du Parti Radical de Lerroux, position inchangée du Parti clérical de Gil Roblès.

Immédiatement après les premiers résultats le Gouvernement de Portela Valladares — sans même attendre les résultats du second tour de scrutin, le 1er mars, qui devait pourvoir à 40 sièges — donna sa démission et Azana constitua le nouveau gouvernement de « gauche ».

Les Maisons du Peuple, toujours fermées, s'ouvrirent; les 30.000 prisonniers politiques furent mis en liberté.

Voici les deux premiers résultats de la victoire des « gauches ». On fera quelque chose pour les chômeurs (officiellement 704.000, en réalité plus d'un million sur 5 millions de travailleurs effectifs) dont 60 p.c. sont des travailleurs d'Andalousie

et d'Estramadoure, régions des latifundium où devait se concrétiser la fameuse « loi agraire », qui n'a même pas voulu empêcher les propriétaires de continuer à chasser par milliers les petits cultivateurs qui travaillaient pour eux.

Si dans les premiers moments d'effervescence qui ont suivi les élections, quelques droitiers crurent prudent de passer la frontière, ils peuvent être certains d'être bientôt rappelés par le Gouvernement des « Gauches » comme le premier le fit pour les Monarchistes et les prêtres après avril 1931.

Le fait même que la Bourgeoisie a remis avec un tel empressement, le pouvoir aux Azana, et aux Companys, démontre sa certitude de n'avoir rien à craindre des hommes de la « Gauche », qui en 1931-1933, comme coalition républicaine - socialiste étouffèrent brutalement le mouvement ouvrier et permirent à la contre-révolution de se consolider et de reprendre le pouvoir, ce qui aboutit aux massacres d'octobre 1934.

Le fait qu'en 1936, après cette expérience concluante, quant à la fonction de la démocratie comme moyen de manœuvre pour le maintien du régime capitaliste, on a pu de nouveau, comme en 1931-1933, pousser le prolétariat espagnol à s'aligner sur un plan non de classe mais de la défense de la « République », du « Socialisme » et du « Progrès » contre les forces de la Monarchie du Clérico-fascisme et de la réaction, démontre la profondeur du désarroi des ouvriers sur ce secteur espagnol où les prolétaires ont donné récemment des preuves de combativité et d'esprit de sacrifice.

Le centrisme porte une lourde responsabilité que n'atténue nullement sa faiblesse organique ni le crétinisme des dirigeants de sa section espagnole. Le fait d'avoir contribué à entraîner les ouvriers espagnols sur le terrain du binôme « démocratie-fascisme » et d'avoir fait confiance aux chefs de la social-démocratie qui s'étaient désolidarisés et qui avaient déclinés toute responsabilité dans les mouvements héroïques d'Octobre, le rend responsable du second assassinat des féroces d'Oviedo, de Gijon, de Mières et de Langréo, perpétré avec les élections du 16 février 1936.

GATTO MAMONNE

L'écrasement du prolétariat français et ses enseignements internationaux

Rapport soumis à la discussion par le Cam. Jacobs

(Suite)

2. — L'avènement du fascisme en Italie, en Allemagne et le 6 février 1934 en France.

Le mouvement ouvrier français se présenta le 6 février sans qu'aucun courant marxiste n'ait pu en son sein tenter de résoudre ses problèmes constitutionnels. Aux particularités de structure de l'économie capitaliste qui favorisa déjà dans l'avant-guerre la dispersion du front prolétarien en guesdistes, jaressistes, anarcho-syndicalistes, vint s'ajouter le poids historique de la dégénérescence de l'Etat russe et de son enfant légitime : le centrisme. Nous trouverons ainsi, dans une situation de plus en plus aiguë, d'une part le parti socialiste, agent avéré de la bourgeoisie, et le P. C. pourri d'opportunisme ayant muri au travers de la 3e période et des Congrès Amsterdam-Pleyel, sa trahison; d'autre part, une multitude de groupements et sous-groupements exprimant chacun un moment de réaction des ouvriers français au triomphe de l'opportunisme centriste ou à la faillite des premières tentatives de remonter le courant et vivant sans grand espoir.

C'est dans ces conditions précises où les gauches radicales soutenues par la S. F. I. O., favorisées par les centristes avaient depuis deux ans désarticulé le prolétariat que se produisit le scandale Stavisky. Nous avons déjà remarqué dans la première partie de ce rapport que les scandales financiers sont des phénomènes qui accompagnent, à un rythme que ne connaissent pas les autres pays, l'évolution du capitalisme français. Ils sont appelés à liquider les excroissances d'un marché financier disproportionné au développement du secteur industriel, entreprises de haute finance qui parce que nées à la faveur de cette disproportion, n'ont pas de réelle possibilité de vie économique.

Nous ne pensons donc pas que la bourgeoisie a « créé » le scandale Stavisky, pas plus d'ailleurs que celui de Panama. Elle se borna plutôt à leur donner âme et corps en les transformant en événements politiques destinés à dévoyer le prolétariat, lequel réagissait sous le coup de fouet du scandale parce que ce dernier coïncidait avec une phase de dépression et ne faisait que renforcer sa haine pour un régime d'exploitation et de fange.

On ne peut réellement confronter le scandale

de Panama (et sa suite l'Affaire Dreyfus) avec le scandale Stavisky qu'en se plaçant au point de vue de l'analyse de la structure de l'économie française, car ces deux événements portèrent en eux des problèmes, certes analogues si l'on envisage les buts poursuivis par le capitalisme, mais différents si l'on examine l'époque ascendante d'avant-guerre et l'époque de déclin actuelle. Au travers de Panama et Dreyfus, la bourgeoisie parvint à lier à elle le prolétariat, sous le drapeau du triomphe de la République bourgeoise alors que semblaient tous les courants prolétariens. Au travers de Stavisky la bourgeoisie parvint à anéantir le prolétariat, à donner aux masses, au travers du Front Populaire, la conscience capitaliste que le fascisme donna par la violence aux prolétaires d'Italie et d'Allemagne. Dans la première phase elle put, grâce à la puissance économique de son système, diluer les antagonismes de classe, dans la seconde elle put les comprimer « démocratiquement » malgré les ravages de la crise. Là est la force de cette bourgeoisie et là est la faiblesse du prolétariat français, laquelle apparaîtra d'autant plus clairement que l'on comparera les expériences italienne et allemande à celle du 6 février, car la substance de cette période peut seulement être comparée valablement à ces événements puisque pris dans leur ensemble ils représentent des moments de l'attaque mondiale du capitalisme contre le prolétariat dans la période ouverte par Octobre 1917.

L'expérience italienne se résume en ces termes : la formidable vague révolutionnaire de la prise des usines en 1920 et son reflux momentané devaient conduire à l'apparition immédiate du fascisme et à la fondation du parti communiste à Livourne. Nous verrons ici au cours des événements successifs qui conduiront au triomphe complet de Mussolini, se livrer un corps à corps violent entre bourgeoisie et prolétariat alors que les forces démocratiques interviendront pour paralyser les ouvriers, préparer le terrain pour les bandes fascistes. Appelé au pouvoir après les batailles de 1921-22, Mussolini ne viendra à bout des ouvriers qu'après quatre années de luttes souvent sanglantes. Pendant cette phase la social-démocratie aura un rôle d'appoint important, mais l'essentiel seront les assauts des bandes fascistes fracturant dans